

RAPPORT DE MONITORING DE PROTECTION - REGIONS DU NORD, BOUCLE DE MOUHOUN ET EST MAI 2020

- I. DEVELOPPEMENTS MAJEURS ET CONTEXTE OPERATIONNEL
- II. SECURITE PHYSIQUE ET PERSONNELLE
- III. VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE
- IV. PROTECTION DE L'ENFANCE
- V. LOGEMENT, TERRE ET BIENS
- VI. PROTECTION A BASE COMMUNAUTAIRE
- VII. SYSTEME DE PARTAGE D'INFORMATION ET COORDINATION
- VIII. RECOMMANDATIONS ET ACTIONS DE SUIVI REQUISES



Figure 1: Formation des équipes protection de l'Est et lancement des activités dans la région de l'Est



I. CONTEXTE OPERATIONNEL

■ Région Nord

Le mois de mai 2020 a été le plus violent en matière de violations de droits humains après celui de mars 2020, eu égard aux types d'incidents de protection et sécuritaires enregistrés. Au nombre de quinze (15), ces incidents se sont traduits entre autres par des IED, des enlèvements individuels et collectifs ciblés de civils (majoritairement des leaders communautaires) qui finissent par être exécutés, des cas de viols collectifs, des meurtres/assassinats, des vols de bétail de personnes déplacées et des affrontements violents entre membres de GANI et FDS appuyées par des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP). Les localités les plus touchées par ces incidents sont Banh, Sollé, Titao, Ouahigouya, Thiou et Tangaye.

L'incident le plus marquant et particulier porte sur le viol de deux (2) femmes PDI de Titao dont une élève mineure, par des membres de Groupes Armés Non Identifiés (GANI), alors qu'elles s'étaient organisées en groupe pour repartir dans leur village chercher des vivres.

A Ouindigui dans le Loroum on assiste à une diminution relative des mouvements massifs et des actes des membres de Groupes Armés Non Identifiés (GANI) améliorant ainsi l'accès humanitaire. Du côté de Thiou, malgré la présence des Forces de Défense et de Sécurité (FDS), les populations vivent dans la psychose due aux multiples enlèvements et attaques sur les axes routiers. Cette peur est liée aux multiples enlèvements et exécutions sommaires de leaders communautaires par des membres de GANI depuis le 10 Mai. Cette situation constitue un obstacle à la participation des communautés dans les actions humanitaires. En effet, au-delà des risques liés au déplacement dans cette localité (possibilité de représailles à tout moment), les populations émettent des réserves par rapport aux questions liées au monitoring de protection (voir encadré ci-dessous).

Avec l'installation très prochaine de la saison des pluies, les PDI des localités comme Ouahigouya, Thiou, Séguénéga et Titao, restent hésitantes par rapport à leur retour dans leurs zones de départ.

Entre la volonté de retourner dans leurs localités d'origine pour retrouver leurs champs et leurs maisons avec tous les risques que cela implique sur les axes routiers et le fait de rester sur les sites d'accueil malgré les difficultés d'accès aux abris et aux terres cultivables, les chefs de ménages PDI sont dans un véritable dilemme.



2,890 demandeurs d'asile dont 1,753 au Nord et 1,102 dans les trois régions



100,616 déplacés internes dans les trois régions



61 Personnes à besoins spécifiques soutenues en CASH dans les 2 régions



50 Personnes formés sur le VBG



416 Personnes sensibilisées sur la COVID-19



I. CONTEXTE OPERATIONNEL

Engagement « obligatoire » des bras valides dans les groupes d'auto-défense dans la commune de Banh:

Face à la montée des attaques des Groupes Armés Non Identifiés (GANI), les populations affectées se sont organisées pour s'auto-défendre. Cela a été accentué par l'annonce du Président de la République du Faso portant sur le recrutement de volontaires pour la défense de la patrie le 07 novembre 2019 suivie de l'adoption de la loi instituant les volontaires de la défense de la patrie le 21 janvier 2020. Dans certaines localités l'application de cette loi ne laisse pas le choix aux bras valides qui ne souhaitent pas s'engager, cela serait dû, d'une part, au fait que dans ces localités il y a peu de bras valides volontaires par rapport au nombre souhaité/nécessaire pour les groupes d'auto-défense et d'autre part, à la récurrence des attaques dans ces localités qui a causé la perte de beaucoup de bras valides déjà engagés. C'est le cas dans la commune de Banh qui connaît un contexte particulier (voir alerte urgente sur Banh du 24 avril 2020).

Cette situation impacte directement le monitoring de protection car n'épargne pas les membres des réseaux communautaires qui garantissent la participation communautaire dans les activités de protection. Aujourd'hui, les membres du réseau communautaire du Banh avec lequel nous travaillons se sont engagés dans les VDP à l'exception des femmes. L'incident du 14 mai 2020 portant sur un affrontement armé entre GANI et FDS appuyées par des Volontaires pour le Défense de la Patrie a coûté la vie à un point focal communautaire. Aussi, le 18 mai au cours d'un affrontement entre GANI et FDS appuyées par les VDP, un membre du réseau communautaire de Banh a été blessé par balle.

Notons aussi qu'un relai communautaire d'une autre ONG a été arrêté au cours du mois de mai puis exécuté dans la commune de Thiou. Le point focal mis en place dans cette commune dans le cadre du monitoring de protection a quitté la commune de Thiou suite à cet incident après échange avec les équipes de protection.

Figure 1: Engagement des communautés y compris les PF et CP dans les groupes d'auto-défenses et ses conséquences

■ Région de la Boucle du Mouhoun

Contrairement au mois d'avril 2020 où le contexte a été marqué par des incidents ayant ciblé particulièrement des militaires, au cours du mois de mai 2020, les incidents ont ciblé à la fois des civils et des militaires. Au nombre de cinq (5), ces incidents se sont traduits par des enlèvements, des corps sans vie retrouvés, des attaques de postes de police et de gendarmerie. Les localités les plus touchées par ces incidents sont Bourasso, Toéni, Bouni, Madouba et Gomboro.

Les conséquences qui en découlent restent considérables sur les populations civiles comme les déplacements forcés de populations à la quête d'un lieu plus sécurisé, la pratique de sexe de survie perçue par des sources locales notamment chez certaines élèves qui sont sans soutien parental et en séparation familiale. 5 enfants séparés ont été identifiés et appuyés en assistance monétaire en tant que personnes à besoins spécifiques (PBS). Ils ont été également référés à l'action sociale pour la recherche familiale.

Bien que moins ressentie par les populations au cours du mois de mai 2020, la pandémie COVID-19 a également marqué le contexte de la région de la Boucle du Mouhoun selon les leaders interrogés sur la question. A la date du 30 mai 2020, la région compte 21 cas confirmés de COVID-19 dont 16 cas de guérisons et 05 cas sous traitement. Le monitoring de protection a permis de constater que les populations ont accès à l'information sur les mesures barrières et sont conscientes de la capacité de contagion de la pandémie. Le mois de mai a été également marqué par la levée de la quarantaine de la ville de Dédougou.



I. CONTEXTE OPERATIONNEL

■ Région de l'Est

Au cours du mois de mai 2020, on a assisté à une dégradation continue du contexte sécuritaire et des capacités locales de protection des populations dans la région de l'Est. Cela s'est manifesté par la forte présence et la forte mobilité de groupes armés non identifiés dans la région et la nature des incidents et violations de droits de l'homme enregistrés.

Au nombre de huit (8), les incidents ont porté sur des menaces, des intimidations, des enlèvements suivis d'assassinats, des attaques des check-points de FDS et la destruction des biens publics par des membres de groupes armés non identifiés (GANI). Les localités les plus touchées par ces incidents sont entre autres Koaré dans la commune de Fada, Tanwalbougou dans la commune de Matiakoali, Botou dans la commune de Tapoa. Les communes de Fada et de Matiakoali sont les zones à risques élevés précisément les villages comme Tanwalbougou, Koaré, Natiaboani et Touldeni.

L'incident le plus marquant porte sur l'arrestation et la détention de 30 présumés terroristes à la gendarmerie de Tanwalbougou le 11 mai 2020, tous de l'ethnie peule. Le lendemain, 12 de ces présumés terroristes ont été retrouvés morts dans leurs cellules. Cet incident a accentué les tensions et soupçons qui pèsent sur les FDS de la part de certaines Association Peulh autour des enlèvements et des exécutions sommaires dans la région.

Le second incident le plus marquant a été l'attaque du marché à bétail de Kompiembiga le 30 mai 2020 par des hommes armés non identifiés qui ont tiré à bout portant sur les marchands qui s'y trouvaient, tuant 25 personnes, toutes des civils (bilan provisoire).

La région est également marquée par un conflit autour de la Chefferie coutumière. A la date du 31 mai 2020, la région connaît 2 Chefs coutumiers dont un a été intronisé le vendredi 15 mai et un autre le lundi 18 mai 2020. La population autochtone semble divisée entre les deux Chefs coutumiers. Ce conflit, associé à la précarité du contexte sécuritaire de la région et les tensions intercommunautaires, réduit les capacités de résilience des populations. En effet, lorsque des mécanismes communautaires comme la chefferie traditionnelle qui sont reconnus comme de véritables sources de cohésion sociale, de stabilité, de facteurs de résilience des communautés face aux chocs etc. engendrent des conflits entre et au sein des communautés, celles-ci deviennent encore plus vulnérables aux chocs comme la crise que traverse la région.

La région n'a pas enregistré de cas de COVID-19 à la date du 25 mai 2020, les populations semblent être alertées par la capacité de contagion du virus et sensibilisées sur les mesures barrières, qui selon les observations des moniteurs de la zone sont plus ou moins appliquées. La région n'est pas en quarantaine mais elle est concernée par la mesure du couvre-feu de 21h à 04h dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

I. CONTEXTE OPERATIONNEL

Zones couvertes dans la période sous rapport – zones à risque

Dans la région du Nord, les activités de monitoring de protection ont été menées à Ouahigouya (Siguin-voussé, Tougouzagué, Saye, ferme, route de Youba, Youba, Gourga et les différents secteurs de la villes), à Thiou, Séguénéga, Tangaye, Barga, Titao (quartiers Watinoma, AK, Karpallin, route de Tansilga), Banh et Ouindigui. En ce qui concerne les communes comme Banh et Sollé, nous avons dû recourir au monitoring à distance à cause du contexte sécuritaire précaire qui y prévaut. Les localités de Thiou, Kain, Banh, Sollé et Barga sont les zones à risques .

Pour la même période, dans la Boucle du Mouhoun, les activités de monitoring ont concerné les communes de Di, Lanfiéra, Kassoum, Kiembara, Tougan, Lankoué, Bourasso, Madouba, Bomborokuy, Djibasso et Nouna. Dans les localités de Toéni et Gomboro nous avons procédé au monitoring à distance compte tenu du contexte sécuritaire qui y prévaut. Les zones à risque sont : Toéni, Gomboro, Barani, Sono et Kombori qui sont tous situées dans la zone frontalière avec le Mali.

Dans la région de l'Est, les structures communautaires de protection ne sont pas en encore mises en place, les équipes de protection étant originaires de la région ont fait recours à des personnes ressources locales pour le monitoring au cours du mois de mai 2020. Le monitoring a concerné les communes de Fada, Diabo, Yamba, Diapangou, Matiacoali, Tibga. Les communes de Fada et de Matiacoali sont les zones à risques élevés précisément les villages comme Tanwalbougou, Koaré, Natiaboani, Touldeni.

Caractéristiques des mouvements de population

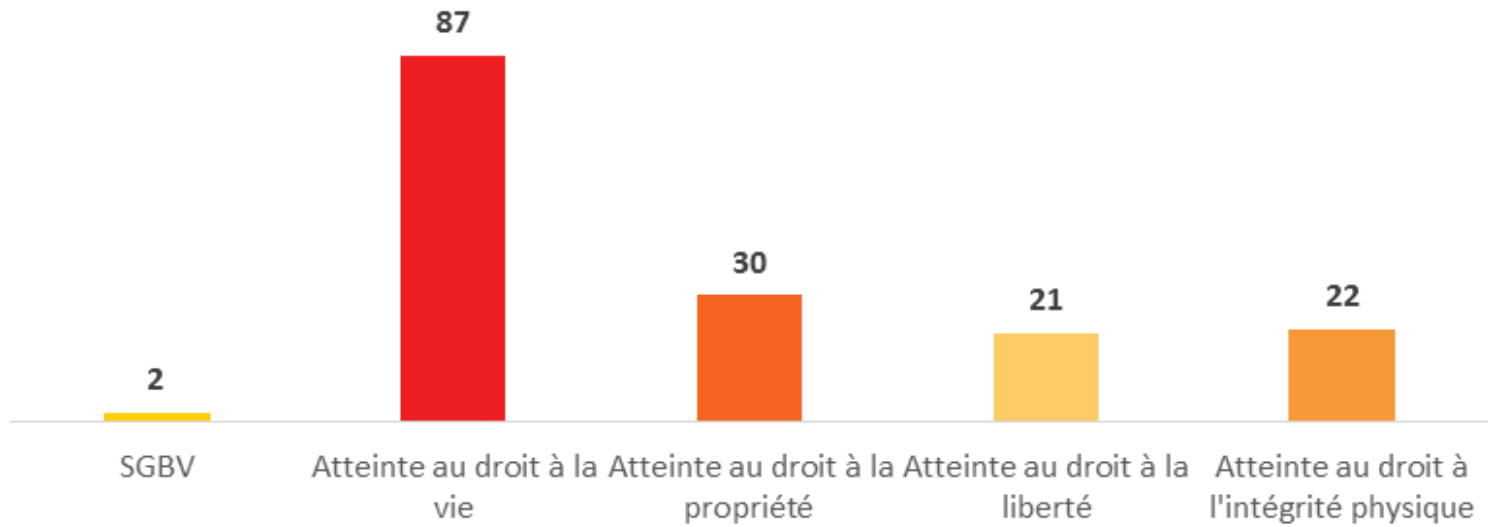
Au cours de ce mois, on a observé une stabilisation relative des mouvements de populations dans les trois régions par rapport aux mois précédents. Cependant, dans la région du Nord suite aux affrontements entre GANI et FDS le 18 Mai 2020, 300 personnes de Lébré (commune de Banh) se sont déplacées vers Mangdougou (commune de Banh) et Ouahigouya. En outre, dans la même région, sur les 2 000 déplacés de Pétissiro à Thiou en avril 2020 (voir rapport avril), près de la moitié est déjà retournée. Le nombre des PDIs dans la région est estimé ce mois à 69 031. Quant aux demandeurs d'asile , aucune arrivée n'a été signalée. Leur nombre reste inchangé à 2 855 pour les régions de la Boucle du Mouhoun et du Nord comme au mois d'avril.

Dans la Boucle du Mouhoun, le nombre de personnes déplacées internes est estimé à 13 256 au mois de mai 2020. Pour la région de l'Est, le nombre de personnes déplacées internes est estimé à 18 329 et le nombre de demandeurs d'asile est estimé à 35 personnes, la majeure partie venant du Niger.

De façon générale, les raisons de ces déplacements restent l'insécurité dans certaines localités. Cependant au Nord, nous observons des mouvements motivés par l'approvisionnement en vivres et le transport de biens matériels.

II. SECURITE PHYSIQUE ET PERSONNELLE

Nombre de victime par typologie d'incident



Commentaires/analyses :

L'atteinte au droit à la vie a été le type de violation qui a fait le plus grand nombre de victimes, au total 87 civils ont perdu la vie au cours du mois de mai 2020. Elles ont été soit enlevées puis exécutées, soit tuées à bout portant par des individus armés non identifiés. Le deuxième type d'incident qui a causé le plus de victimes est l'atteinte au droit à la propriété. Il s'agit de vols de bétail et de biens suite à une explosion d'IED. Le troisième type d'incident noté est lié aux VBG avec deux cas de viols collectifs.

PROBLEMES SPECIFIQUES DE CERTAINS GROUPES A RISQUE

Les communautés peules continuent de subir des traitements qui tendent à les stigmatiser particulièrement dans les régions du Nord et de l'Est. Dans les centres urbains comme Ouahigouya, Titao et Fada, certains propriétaires de maisons refusent catégoriquement de louer leurs maisons aux membres de cette communauté. Pire, d'autres PDIs disent préférer se déplacer si toutefois ils venaient à avoir des peulhs comme voisins particulièrement dans la région du Nord.

Malgré l'hospitalité légendaire dont fait montre la population hôte sur les sites d'accueil, l'appellation de PDIs dans la langue locale Mooré semble quelque peu péjorative : « Zoètban » en Mooré, pour dire ceux qui ont fui ou les fuyards tout simplement. Il paraît donc judicieux de sensibiliser les populations hôtes pour trouver et promouvoir une appellation ou expression qui cadre avec le statut de PDI et qui favorise la cohésion, le respect et la considération de ces dernières.

III. VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE

Les violences basées sur le genre sont une réalité dans les trois régions couvertes par le monitoring de protection. Cependant, au regard du silence et de la discrétion qui les accompagnent, il n'est pas toujours aisé de les identifier et rapporter.

Dans la région du Nord nous avons enregistré des cas de viols collectifs sur des femmes dont des mineures. En plus de ce type de VBG, les femmes lors des Focus Groupes de Discussion (FGD) ont évoqué les mariages d'enfant, les mariages forcés, les agressions physiques et émotionnelles dans les foyers comme des VBG dont elles souffrent actuellement. Pour celles qui ont eu un niveau d'instruction, c'est le manque d'opportunités économiques et d'emploi pour s'épanouir qui les atteint.

Dans la région de la Boucle du Mouhoun, pendant les échanges lors de la formation organisée par l'équipe de protection INTERSOS sur les notions élémentaires sur les violences basées sur le genre à l'endroit des membres comites de protection et les Points Focaux au cours du mois de mai 2020, on relève que les formes de VBG les plus récurrentes sont :le mariage forcé, le lévirat, le mariage par kidnapping ou enlèvement des filles, les agressions émotionnelles et psychologiques. Toutes ces violences tirent leur origine des pesanteurs socio-culturelles des localités et de l'insécurité grandissante, selon les participants à la formation.

Les mécanismes communautaires qui facilitent d'aborder les questions de VBG ne sont pas encore mis en place dans la région de l'Est. Des premiers échanges avec les agents de l'action sociale et lors des échanges de prise de contact avec les communautés, il est ressorti que certains types de VBG existaient bien avant la crise sécuritaire et que de nouvelles formes de VBG ont été induites par la crise. Les rapports des mois prochains mettront davantage en exergue cette thématique de protection pour la région de l'Est.

IV. PROTECTION DE L'ENFANCE

La situation des enfants dans les zones couvertes par le Monitoring de protection n'a pas connu de changement. Les problèmes sont entre autres le stress psychosocial, la déscolarisation, le travail des enfants pour contribuer à supporter les charges de la famille, les agressions sexuelles (Pour ce mois deux cas ont été identifiés et ont bénéficié de soutien psychologique, d'appui financier pour couvrir les soins de santé de la part de INTERSOS en partenariat avec le HCR) dans le cadre de leurs activités notamment pour les filles qui font l'aide-ménagère de porte en porte et la pratique du sexe de survie. On note également le risque de blessures physiques liées au IED et aux REG. Pour ce mois deux cas ont été identifiés et ont bénéficié de soutien psychologique, d'appui financier pour couvrir les soins de santé de la part de INTERSOS en partenariat avec le HCR.

PERSONNES AYANT DES BESOINS SPECIFIQUES (PBS)

PERSONNES AYANT DES BESOINS SPECIFIQUES (PBS)

Les veuves cheffes de ménages, les personnes âgées sans soutien, les personnes vivantes avec un handicap et les jeunes filles séparées sont autant de groupes rencontrant des problèmes de protection spécifiques. Les veuves cheffes de ménages sont ainsi appelées à assurer les besoins de leurs enfants alors que les ressources et les possibilités manquent.

Les personnes âgées et celles vivant avec un handicap n'ont pas toujours accès aux différentes distributions de vivres. En effet, l'accès à l'assistance relève maintenant d'un parcours du combattant nécessitant plusieurs déplacements. Pourtant, la mobilité de ces couches sociales n'est jamais une garantie. Fort de ce constat, INTERSOS a fait de ces groupes sociaux spécifiques sa priorité dans son assistance en cash. Ce mois encore, 18 sur les 30 Personnes à Besoins Spécifiques (PBS) assistées en cash sont issues de ces groupes.

Témoignage d'un PBS

Je suis habitant de Banh et cultivateur de profession. J'ai, comme les autres, mon champ dans un hameau de culture à quelques encablures de Banh. Mais les menaces, les enlèvements et les intimidations de tout genre nous ont contraints à quitter la zone laissant derrière nous tous nos greniers pleins de nos récoltes. Mon petit frère a été enlevé laissant avec moi ses femmes et ses enfants. Aujourd'hui, j'ai plus de vingt personnes à charge. Mais, j'arrivais à subvenir à leurs besoins avec ce qu'on avait dans les greniers. Malheureusement, les « forces du mal » (expression utilisée par les communautés pour parler des groupes armés radicaux) les ont réduites en cendres depuis Avril 2020.

C'est dès lors qu'INTERSOS m'a contacté pour comprendre davantage avant de faire une alerte. Le mois suivant, à savoir mai 2020, j'ai bénéficié de cette ONG d'un soutien en espèce d'un montant de trente mille (30 000) francs CFA. Cette somme m'a permis d'acheter un sac de 100kgs de mil et de disposer encore de quelques billets pour les soins de santé des enfants. Nous saluons à sa juste valeur ce geste qui nous a soulagé et invitons les acteurs à se tourner vers Banh. Bon vent à INTERSOS et son partenaire HCR et que ses capacités d'assistance soient renforcées !



V. LOGEMENT, TERRE ET BIENS

SITUATION DE LTB DANS LA ZONE DE DEPLACEMENT ET DE RETOUR

Région du Nord :

La question des logements, terres et biens devient de plus en plus complexe avec l'arrivée très prochaine de la saison hivernale. Au niveau des logements, on assiste depuis le mois de mars à une inflation des loyers. Dans les communes rurales comme Thiou, Séguénéga et dans une moindre mesure la commune urbaine de Titao, certaines PDI reçoivent des injonctions des propriétaires de libérer leurs maisons. Comme pour ne pas envisager leur retour maintenant, d'autres PDI s'arrangent pour acquérir avec tous les risques associés (achats non sécurisés), des portions de terre dans les zones non loties des centres urbains comme Ouahigouya, Titao, Thiou et Séguénéga. Là aussi, on assiste à une flambée des prix. Malgré tout, les quartiers non lotis aux périphéries urbaines continuent de s'étendre. En effet, les propriétaires veulent ces maisons pour y loger leurs parents arrivés des villages. Quant à la problématique liée à l'accès aux terres cultivables, elle semble déterminante dans l'intention de retour des PDI. Il faut même craindre des prises de risques de certaines PDI qui en manquent dans la zone de déplacement. Cette prise de risque se rapporte à un retour motivé par l'accès aux terres cultivables dans les zones de départ malgré la précarité de l'insécurité.

Région de la Boucle du Mouhoun :

La situation de LTB est un problème crucial que rencontrent les PDI dans la Boucle du Mouhoun. Les PDI en location estiment le prix de la location cher. Les échanges lors des FGD révèlent que le prix moyen varie entre 5000 et 9000 FCFA. Pour les surfaces cultivables, dans la localité de DI par exemple, ½ hectare en période hivernale coûte 25 000 FCFA et en période sèche la même superficie coûte 30 000 FCFA. Les demandeurs d'asile dans la localité de Bouna estimés à 70 personnes n'ont pas accès à la terre ni pour la location ni pour les prêts environ pour raisons de stigmatisation, ces réfugiés seraient principalement des Peulhs.

Région de la région de l'Est :

La question des logements demeure une grande préoccupation des PDI, vu l'approche de l'hivernage, les maisons qui les habitent ne tiendront pas, mais d'autres aussi qui sont logés en payant le loyer disent ne pas avoir les moyens qu'il faut pour assurer le loyer qui varie de 4 000 F à 10 000 F selon la taille et la qualité de la maison. Leurs terres cultivables et les biens qu'ils avaient sont restés dans les lieux de provenance ; si ce n'est attendre une probable amélioration de la situation pour un retour, les terres cultivables dans les milieux urbains ne peuvent pas être acquis facilement.

Témoignage d'un chef de ménage PDI de Ouahigouya préoccupé par le manque de terres cultivables

J'ai 40 ans et je suis originaire de Tongomayel dans le Soum, région du Sahel. Nous sommes arrivés à Ouahigouya en juin 2019 suite à l'attaque de notre village Hallalé. Nous n'avons pu rien emmener. Arrivés à Ouahigouya nous avons fait trois (3) mois avant de bénéficier d'une assistance humanitaire. Cependant, nous sommes confrontés à un problème d'accès aux terres cultivables. Ici, nous ne disposons pas de champs et à la campagne agricole écoulée, nous n'avons rien produit. Pourtant, nous avons toujours vécu de l'agriculture et de l'élevage. Autrement, ce qu'on produisait nous suffisait largement pour notre consommation. En période de soudure, on vendait même les vivres ou le bétail pour résoudre nos problèmes financiers. L'assistance en vivres de l'action sociale nous permet de survivre et nous ne savons pas si cette assistance va continuer au regard du nombre grandissant des PDI. De ce fait il est impératif pour nous de cultiver. Mais, où cultiver ? Le fait de n'avoir pas de famille proche ni connaissance ne facilite pas les choses. En effet, pour qu'on te prête la terre, il faut qu'on te connaisse. Si je ne trouve pas de solution à Ouahigouya, je serai obligé d'abandonner mes deux femmes et mes 18 enfants à Ouahigouya pour aller à la recherche de terre cultivable dans la commune de Zogoré ou à Tougan /Dio, il nous serait extrêmement difficile de vivre sans production agricole.



ETAT DE DROIT

Face au sentiment d'insécurité et après des menaces réelles reçues de la part des GANI, la plupart des autorités administratives se sont repliées dans les chefs-lieux de provinces (Ouahigouya et Thiou) où elles continuent à offrir les services à leurs administrés déplacés ou restés. C'est le cas des préfets et maires de Kain, Thiou, Koumbri, Barga, Tangaye, Banh, Sollé et Ouindigui, qui sont désormais à Ouahigouya.

Dans certaines communes de la province de la Kossi(Région de la BM) , on déplore malheureusement l'absence des FDS : il s'agit des communes de Bourasso, Bomborokuy, Kombori et Sono. Dans la commune de Kombori, une école abrite les PDI qui y ont trouvé refuge suite aux incidents sécuritaires. La crise sécuritaire en plus de la crise sanitaire a engendré la fermeture des toutes les écoles. En guise d'illustration, une soixantaine d'écoles dans la province de la Kossi (dont la majorité sont dans les communes de Bourasso, de Barani, de Sono, de Nouna et de Kombori) et une centaine d'écoles dans la province du Sourou ont été fermées .

Dans la région de l'Est, les contrôles de sécurité se font à l'entrée de certaines communes urbaines. Mais on assiste à une fermeture des écoles et mairies comme c'est le cas a Logobou dans la Tapoa, où l'absence des autorités communales est constatée. Dans la province de la Tapoa à Logobou et à Tansarga, l'absence d'un poste de sécurité fait que les groupes armés ne sont nullement inquiéter dans leurs actions de repressions.

VI. PROTECTION A BASE COMMUNAUTAIRE

COMITES DE PROTECTION

Dans la région du Nord, pour ce mois, seul le comité de protection de Titao a bénéficié d'une formation. Face à quelques difficultés de fonctionnement que rencontrait ce comité, il était indiqué de le recycler afin de le rendre plus opérationnel. Dans la Boucle du Mouhoun, les 10 points focaux (PF) et les 40 membres des comités de protection (CP) ont été formés sur les violences basées sur le genre (VBG). Dans la région de l'Est, le mois de mai a été marqué par la formation des équipes sur la protection générale, la protection de l'enfance, le monitoring de protection, les principes et approches de l'Appui aux PBS et les outils de monitoring de protection. La formation a été assurée par le Chef de projet Protection Monitoring. La finalisation du processus de mise en place des PF et CP et leur formation dans la région de l'Est seront effectives au mois de juin 2020.

SENSIBILISATIONS SUR LE COVID-19 :

69 séances de sensibilisations sur les mesures barrières du COVID-19 ont été tenues soit 42 séances dans la Boucle du Mouhoun et 27 séances dans la région du Nord. Chaque séance de sensibilisation a regroupé 6 personnes, toutes prévues dans la stratégie d'adaptation des activités de protection du COVID-19. Au total 416 personnes ont été sensibilisées sur la pandémie de la COVID-19 dont 254 dans la Boucle du Mouhoun et 162 dans la région du Nord. Les sensibilisations sont faites à l'aide de dépliants avec des images sur les pratiques à faire et à ne pas faire. Il faut noter que les personnes sensibilisées ont été outillées à pouvoir mener à leur tour d'autres sensibilisations tout en respectant les consignes de 6 personnes par séance de sensibilisation.

LEADERS COMMUNAUTAIRES/AUTORITES LOCALES/SOCIETE CIVILE

Pas d'activités spécifiques tenues avec les leaders.

VII. SYSTEME DE PARTAGE D'INFORMATION ET COORDINATION

INTERSOS participe à toutes les rencontres de coordination au niveau des différentes régions sur le terrain et au niveau de Ouagadougou.

VIII. RECOMMANDATIONS ET ACTIONS DE SUIVI

ACTIONS REQUISES DU HCR

DOMAINES	ACTIONS	OBSERVATIONS
ABRIS	<ul style="list-style-type: none"> Appui à la location, en matériaux de construction et installation de RHU sur certains sites d'accueil. 	
LBT	<ul style="list-style-type: none"> Faire un plaidoyer pour l'octroi temporaire d'espaces d'aménagements agricoles aux PDIs et Demandeurs d'asile ; Plaidoyer auprès des autorités pour la sécurisation de terrains non lotis achetés par les PDIs pour s'y installer 	
VIVRES	<ul style="list-style-type: none"> Mobilisation des acteurs du secteur sécurité alimentaire et nutritionnelle pour un appui d'urgence en vivres 	

PROTECTION TRANSVERSALE

CLUSTER	LOCALITES	PROBLEMES	RECOMMANDATIONS
SECURITE, MINES, ALPC, REG	Région du Nord : Banh, Sollé, Ouindigui et Kain	Sentiment d'insécurité	<ol style="list-style-type: none"> Faire un plaidoyer pour le déminage des localités concernées Intensifier les patrouilles dans les localités de Banh, Sollé, Ouindigui, Kain et Thiou
EDUCATION	Région du Nord : Titao, Ouahigouya, Tangaye, Barga, Thiou, Kain, Koumbri, Banh, Sollé et Ouindigui B. du Mouhoun : Dî, Bourasso, Gomboro, Lanfièra, Toéni, Lankoué Région de l'Est	Fermetures des écoles, Déscolarisation des enfants, Grossesse précoce et non désirée, Départ des enseignants de ces localités, Faible capacité d'accueil des établissements des zones d'accueil, Manque de moyens financiers pour payer les frais de scolarité	<ol style="list-style-type: none"> Plaidoyer au niveau des Directions régionales et provinciales en charge de l'éducation pour un accès équitable à l'école Soutenir en cash et kits dignité les jeunes filles mères et/ou enceintes (élèves) Sensibilisation des filles et des garçons sur l'éducation sexuelle Créer des écoles temporaires en situation d'urgence, des EAE ou des centres à passerelle
SANTE	B. du Mouhoun : Kiembara, Nouna, Gomboro, Kassoum, Toéni Région du Nord : Ouahigouya, Titao, Banh, Sollé, Ouindigui, Koumbri et Kain Région de l'Est	Menace COVID-19 ; Insuffisance voire absence de soins de santé due au départ des agents de santé de certaines localités.	<ol style="list-style-type: none"> Sensibilisation des communautés sur la contamination, la prévention et l'application des gestes barrière Dotation des familles en kits d'hygiène et sanitaires Plaidoyer pour la réouverture des Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) fermés Plaidoyer pour la prise en main des acquis de MSF sur le site de Youba pour une pérennité des actions
ACCES A L'EAU POTABLE ET INFRASTRUCTURE D'ASSAINISSEMENT	Ouahigouya Touzagué Tamsin Saye Lilgomdé Bomborokuy Province de Fada Ngourma	Les deux régions font face à une insuffisance des ressources en eau potable. De ce fait, l'accès à l'eau est très limité sur les sites d'accueil, idem pour les toilettes. Les PDIs défèquent à l'air libre, cela pour les femmes et les hommes.	<ol style="list-style-type: none"> Augmenter les sources d'approvisionnement en eau (forages modernes, puits à grands diamètres) Impliquer les populations dans la réalisation d'infrastructures Wash (latrines, lave-mains etc.) Tenir compte des groupes sexo-spécifiques dans la réalisation des dites infrastructures (toilettes pour personnes handicapées, points d'eau pour personnes âgées etc.)

CLUSTER	LOCALITES	PROBLEMES	RECOMMANDATIONS
ABRI ET VIVRES	<p>Région du Nord :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Titao • Sollé, Ouahigouya • Tibou • <i>Route de Youba</i> • Thiou • Séguénéga <p>B. du Mouhoun :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Toéni • Sono • Kombori • Barani • Gomboro <p>Région de l'Est (toutes les communes Fada NGourma)</p>	<p>Certaines personnes sont installées à même le sol, soit sous des hangars ou sous les quelques arbustes du site. Les RHU et les tentes de transit mis en place sont en nombre dérisoire par rapport à la taille des PDI et ne répondent pas au standing de logement de la communauté peulh. Le nombre de repas est 1 plat par jour pour les ménages.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Prendre en compte les principes de la protection transversale dans la préparation et la fourniture de l'assistance dans les secteurs de l'Abri, de l'Assistance Alimentaire, la Santé etc. ; 2. Octroyer des appuis pour la location et/ou de matériaux de construction ; 3. Mettre en place un système d'identification et de prise en charge des personnes ayant des besoins spécifiques ; 4. Référer les PBS sans abri à Plan Burkina, à l'OIM ou Help
COEXISTENCE PACIFIQUE	<p>Région du Nord</p> <ul style="list-style-type: none"> • Reka (Oula) • Ouahigouya • Titao • <i>Route de Youba</i> <p>Région de l'Est</p>	<p>Entre les nouvelles PDI Peulh, les anciennes PDI et la population hôte se dessinent des accusations et de la méfiance.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réalisation de dialogues communautaires sur la cohésion sociale entre les PDIs (anciennes et nouvelles) et les populations hôtes 2. Identifier et redynamiser au sein des communautés hôtes et PDIs les mécanismes communautaires de promotion du vivre ensemble et de la cohésion sociale 3. Considérer les populations hôtes et les anciennes PDIs dans la planification et la fourniture de l'aide humanitaire
VBG ET PROTECTION DE L'ENFANCE	<ul style="list-style-type: none"> • Tamsin, • AK, • Kapalin, • Saye, • Touzagué, • Ouahigouya <i>Route de Youba</i> • Fada N'gourma 	<p>La promiscuité des abris, la non séparation nette des femmes et des hommes dans l'utilisation des toilettes et des latrines là où elles existent exposent les femmes. La non occupation des enfants et la précarité actuelle des familles exposent les enfants à tout type d'abus et d'exploitation.</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Réalisation de sensibilisation sur les VBG (Actions préventives des violences sexuelles) 2. Mettre en place un système de gestion de cas des VBG 3. Renforcer le système d'orientation et de référencement des cas de VBG entre les acteurs de la région, particulièrement sur les sites d'accueil 4. Former les acteurs sur la thématique VBG pour une meilleure intervention adaptée au contexte

ANNEXE: Liste des incidents

N	Localités	Description de l'incident	Personnes affectées par l'incident	Actions entreprises et/ou préconisées
Région du Nord				
1.	Région du Nord/Province du Yatenga/Tanga ye	Enlèvement d'un paysan de Boudoukamba le 25 avril vers 13h00 par des HANI.	La victime reste introuvable à ce jour. La multiplication des enlèvements crée une psychose dans la région.	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer auprès des autorités pour la sécurisation des populations et leurs biens
2.	Région du Nord/Province du Loroum/Titao/Pelaboukou	Explosion d'une IED sur l'axe Titao-Solle ayant coûté la vie à 4 femmes PDIs dont une enceinte le 28 avril 2020 (incident non pris en compte le mois d'avril). Les femmes étaient à bord d'une charrette qui a été également détruite.	4 femmes tuées. Restriction de mouvement des populations sur les axes. Sentiment d'insécurité.	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer auprès des autorités pour la sécurisation des populations et leurs biens • Soutien psychologique des familles endeuillées
3.	Région du Nord/Province du Yatenga/Ouahigouya	Enlèvement de 2 hommes déplacés à Ouahigouya (secteur 9) le 27 avril par des HANI venus sur deux motos.	Les deux victimes restent encore introuvables. Les membres estiment qu'elles seraient exécutées. La multiplication des enlèvements crée une psychose dans la région.	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport flash • Soutien psychologique aux membres de leurs familles
4.	Région du Nord/Province du Yatenga/Ouahigouya	3 jeunes PDIs peulhs du site « route de Youba » ont été pris en flagrant délit de vol de bœufs appartenant à leurs voisins burkinabè retournés sur le même site. Cet incident a exacerbé les tensions qui existent entre ces deux communautés sur le site.	Exacerbation des tensions entre PDIs Peulh et Burkinabés retournés du Mali sur le site « Route de Youba ».	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation sur le règlement pacifique de la question par les services habilités • Sensibilisation sur la cohésion sociale entre PDIs et Retournés • Partage du rapport flash
5.	Région du Nord/Province du Loroum/Banh	Explosion d'une IED sur un véhicule de l'armée le 7 mai vers 15h sur l'axe Koumbri-Banh. Pas de perte en vie humaine.	Pas de perte en vie en humaine. Incident sécuritaire qui renforce le sentiment d'insécurité de la population.	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer auprès des autorités pour la sécurisation des populations et leurs biens
6.	Région du Nord/Province du Loroum/Sollé	Installation d'un check-point par un groupe armé non identifié sur l'axe Sollé (Burkina) et Yoro (Mali) le 7 mai aux environs de 9h. Ce GANI a également tué un jeune de Sollé et blessé un autre avant l'intervention du groupe d'auto-défense (volontaires).	1 jeune homme tué et 1 autre blessé. Incident sécuritaire qui renforce le sentiment d'insécurité de la population.	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer auprès des autorités pour la sécurisation des populations et leurs biens
7.	Région du Nord/Province du Loroum/Titao/Tourboulé	Viol collectif sur une élève de 17 ans en classe de 5è la nuit du samedi 9 au dimanche 10 mai 2020 à Tourboulé, alors qu'elle était repartie avec un groupe de femmes pour chercher des vivres.	Choc émotionnel, psychologique et physique sur la victime. Il y a une recrudescence des actes de viol sur les filles et les femmes dans la région du Nord.	<ul style="list-style-type: none"> • Partage du rapport flash • Appui psychosocial • Assistance en cash • Référencement
8.		Viol sur une femme de 35 ans dans la nuit du samedi 09 au dimanche 10 mai Tourboulé, alors qu'elle était repartie avec un groupe de femmes pour chercher des vivres	Choc émotionnel, psychologique et physique sur la victime. Il y a une recrudescence des actes de viol sur les filles et les femmes dans la région du Nord.	<ul style="list-style-type: none"> • Partage du rapport flash • Appui psychosocial • Assistance en cash

1.	Région du Nord/Province du Loroum/Thiou/Ingaré	Enlèvement d'un fonctionnaire à la retraite le 10 mai 2020 à Ingaré, son village d'origine alors qu'il s'y rendait pour voir à quoi ressemblait son village après le déplacement des habitants.	La victime reste introuvable à ce jour. Les membres du village estiment qu'elle a été exécutée. La multiplication des enlèvements crée une psychose dans la région.	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer auprès des autorités pour la sécurisation des populations et leurs biens
2.	Région du Nord/Province du Loroum/Thiou	Enlèvement de 2 hommes dont un membre du Comité Villageois de Développement de Ingaré le 13 mai à Thiou.	Les deux victimes restent encore introuvables. Les membres de sa famille estiment qu'elles seraient exécutées. La multiplication des enlèvements crée une psychose dans la région.	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport flash • Soutien psychologique aux membres de leurs familles
3.	Région du Nord/Province du Loroum/Banh	Affrontements violent entre GANI et groupes d'auto-défense dans la matinée du 14 mai sur l'axe Banh-Koumbri. Bilan : 2 membres des groupes d'auto-défense tués et 4 autres blessés et évacués au CHUR de Ouahigouya.	Incident sécuritaire qui renforce le sentiment d'insécurité de la population.	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer auprès des autorités pour la sécurisation des populations et leurs biens
4.	Région du Nord/Province du Loroum/Thiou	Exécution de 2 membres du Comité Villageois de Développement de Ingaré dont le Président par des membres de groupes armés non identifiés le 15 mai 2020.	2 civils exécutés. Psychose chez les populations qui assistent à des exécutions de leurs leaders.	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer auprès des autorités pour la sécurisation des populations et leurs biens
5.	Région du Nord/Province du Loroum/Banh	Affrontement armé entre membres de GANI et FDS appuyées par les volontaires pour la défense de la patrie. Le bilan a été de 7 morts (dont 2 soldats et 5 volontaires pour la défense de la patrie) et 3 blessés dont 1 membre du comité de protection de Banh engagé auprès de VDP.	7 personnes ont perdu la vie dont le Président du CVD de Banh qui est également du Point Focal de Bahn (Voir encadré plus haut dans le rapport).	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer auprès des autorités pour la sécurisation des populations et leurs biens • Réflexion pour la poursuite du monitoring à distance avec des personnes plus discrètes et plus neutres
6.	Région du Nord/Province du Yatenga/Banh/Lébré	Exécution de 17 civils présumés terroristes par des hommes armés non identifiés le 19 mai 2020. Cette exécution et les affrontements répétés entre GANI et FDS dans la zone de Lébré les 14, 18 et 19 mai a provoqué le déplacement de 300 personnes vers Mangdougou et Ouahigouya.	17 civils exécutés ; 300 personnes déplacées vers Ouahigouya et Mangdougou.	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport flash • Plaidoyer auprès des autorités pour la sécurisation • Soutien psychosocial aux PDI • Poursuite du monitoring dans les zones de déplacement • Assistance humanitaire de ces nouvelles PDI (Vivres, Abri, AME)
7.	Région du Nord/Province du Yatenga/Ouahigouya/Saye	Assassinat d'un homme (de la population hôte) par son fils de 22 ans qui ensuite pris la fuite. Les raisons de cet assassinat ne sont pas connues.	1 homme assassiné.	<ul style="list-style-type: none"> • R.A.S.
8.	Région du Nord/Loroum/	Attaque d'un convoi de commerçants ayant coûté la vie à 16 personnes dont 3 femmes le vendredi 29 mai 2020 par	16 civils tués. Restriction de mouvement. Difficulté	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport Flash • Soutien psychosocial aux familles des victimes

Région de la Boucle du Mouhoun

1.	Kossi/Bourasso	Enlèvement d'un homme à Bourasso par des hommes armés non identifiés le 02 mai 2020. La victime reste introuvable à ce jour.	Cet incident a affecté directement 1 homme mais affecte indirectement tous les habitants de Bourasso qui sont stressés et inquiets de subir le même sort.	<ul style="list-style-type: none"> • Alerte des autorités et acteurs humanitaires • Plaidoyer auprès des autorités pour la sécurisation des localités
2.	Sourou/Toéni/Louta	Enlèvement de deux hommes par des HANI dans la nuit du 05/05/2020 dans le village de Louta.	Le chef du village de Louta et un sage du village sont les victimes directes de l'enlèvement. Mais vu leurs rôles dans le village, c'est tous les habitants qui sont dans la psychose.	<ul style="list-style-type: none"> • Alerte des autorités et acteurs humanitaires • Plaidoyer auprès des autorités pour la sécurisation des localités
3.	Kossi/Bourasso/Bouni	Enlèvement d'un homme à Dédougou originaire de Bouni le 08 mai 2020.	Un homme en provenance de Dédougou a été victime d'un enlèvement dans le village de Bouni créant du coup la peur au niveau du village.	<ul style="list-style-type: none"> • Alerte des autorités et acteurs humanitaires • Plaidoyer auprès des autorités pour la sécurisation des localités
4.	Kossi/Madouba	Attaque du poste de police du village de Madouba par des HANI le 24 mai 2020.	Il n'y a pas eu de pertes en vie humaine. L'incident a exacerbé le sentiment d'insécurité chez les populations de la localité.	<ul style="list-style-type: none"> • Alerte des autorités et acteurs humanitaires • Plaidoyer auprès des autorités pour la sécurisation des localités
5.	Sourou/Gomboro	Attaque de la gendarmerie de Gomboro par des membres de Groupe Armé Non Identifiés. Au cours de l'attaque, deux hommes civils ont été enlevés puis relâchés par les auteurs de l'attaque.	Il n'y a pas eu de pertes en vie humaine. L'incident a exacerbé le sentiment d'insécurité chez les populations de la localité.	<ul style="list-style-type: none"> • Alerte des autorités et acteurs humanitaires • Plaidoyer auprès des autorités pour la sécurisation des localités

Région de l'Est

1.	Commune de Fada/Koaré	Affrontement entre volontaires pour la Défense de la patrie et membres de groupes d'auto-défense dans le village de Koaré le 04 mai 2020 (jour de foire). Le bilan est de 05 VDP morts, le marché incendié et du bétail emporté.	Cet incident a causé la mort de cinq (05) personnes des VDP, le marché incendié et du bétail emporté. Mais toute la population est dans la peur.	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer auprès des autorités pour la sécurisation des localités
2.	Commune de Matiakoali	Enlèvement de deux animateurs d'une ONG et un commerçant de la Zone à la date du 03/05/2020. Après 10 jours de détention, ils ont été libérés le 13 mai 2020.	Cet incident a affecté trois (03) personnes, tous des hommes. Ils ont été tous relâchés à la date du 13 mai 2020.	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer auprès des autorités pour la sécurisation des localités • Prendre des renseignements sur la situation sécuritaire sur des axes avant de se déplacer
3.	Matiakoali/Tanwalbougou	Assassinats de 04 personnes par des membres d'un groupe armé non identifié dans le village de Mourideni à la date du 14 mai 2020. Après leur forfait, ils ont emporté le bétail des victimes.	04 personnes assassinés et du bétail emporté. Toute la population est abattue de la terreur. Beaucoup se sont déplacés vers Fada.	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer après des autorités pour la sécurisation des localités • Soutien psychosocial aux familles des victimes
4.	Matiakoali /Tanwalbougou	Découverte de cinq corps sans vie à la date du 16 mai 2020. Ces personnes auraient été exécutées et abandonnées.	05 corps sans vie en putréfaction ont été retrouvés. Toute la population est abattue par la terreur.	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer après des autorités pour la sécurisation des localités
5.	Tapoa/Botou	Incendie simultanée de la mairie, du commissariat de police, le poste de la douane et celui de l'environnement par des membres de groupes armés dans la nuit du 16 au 17 mai 2020.	Pas de perte en vie humaine mais toute la population est plongée dans la peur.	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer après des autorités pour la sécurisation des localités
6.	Matiakoali /Tanwalbougou	Arrestation et détention de 30 présumés terroristes à la gendarmerie de Tanwalbougou le 11 mai 2020. Le lendemain, 12 de ces présumés terroristes ont été retrouvés morts dans leurs cellules.	Cet incident a amplifié les tensions et soupçons autour des enlèvements et des exécutions sommaires dans la région, surtout que les 30 présumés terroristes sont tous de la communauté peulh.	<ul style="list-style-type: none"> • Plaidoyer auprès des autorités locales pour la sécurisation des populations sans distinction aucune • Plaidoyer pour la réalisation d'une enquête indépendante sur la mort des 12 présumés terroristes
7.	Gourma/Fada N'Gourma/ Ganyela	Menaces de mort sur des agents humanitaires, incendie du bureau de l'ONG en question et enlèvement de moto et téléphone par 8 membres d'un groupe armé non identifié le 30 mai 2020. Les agents ont été d'abord interrogés sur la nature de leur intervention et leur relation avec les services de l'Etat et le Gouvernement avant d'être menacés de mort s'ils remettaient les pieds à Ganyela.	Choc psychologique sur les agents en question. Réduction de l'accès des localités aux humanitaires. Perte de documents administratifs de l'organisation, des ordinateurs, une moto, un téléphone.	<ul style="list-style-type: none"> • Partage de l'Alerte • Mettre à jour les analyses des risques sécuritaires dans la région de l'Est pour les humanitaires intervenant dans la protection • S'informer sur les axes avant les déplacements • Former les agents humanitaires sur les conduites à tenir lors des